

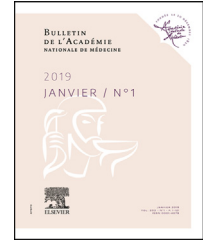


Disponible en ligne sur

ScienceDirect
www.sciencedirect.com

Elsevier Masson France

EM|consulte
www.em-consulte.com



VIE DE L'ACADÉMIE

Allocution du Président pour l'année 2022

Chères consœurs, chers confrères,

À l'heure où je m'apprête à rendre mon habit de lumière et à quitter le fauteuil présidentiel où vous m'aviez assis il y a un an, j'aimerais en quelques mots simples et dépourvus d'emphase vous faire part des sentiments qui m'animent ici devant vous.

Sentiment d'abord de profonde reconnaissance... Pas un seul jour ne s'est écoulé depuis janvier dernier sans que je ne mesure le privilège d'avoir eu à vous représenter et – à travers vous – une Institution bi-centenaire aussi prestigieuse qu'enviée.

Sentiment ensuite d'incomplétude devant le constat qu'ont dû peut-être partager au fond d'eux-mêmes certains de mes prédécesseurs : celui d'avoir voulu bien faire et de finir comme d'habitude. Mais la confrontation objective des projets tartarins que je nourrissais et de leur réalisation me pousse à l'humilité.

Sentiment enfin d'appartenance à une communauté fortement solidaire. Car ce qui m'a frappé tout au long de ces jours, c'est l'engagement et la mobilisation de nombre d'entre vous pour valoriser l'image de notre Académie dans le monde médical et dans notre société, et au-delà faire rayonner la médecine française.

Cet exorde posé, je me dois, comme le veut l'exercice, de dresser le bilan de ma mandature.

Ce bilan, c'est d'abord le vôtre et j'aimerais souligner que 2022 fut un bon millésime.

Grâce tout d'abord à l'intense activité des nouvelles commissions qui, dès constituées, ont suscité la création en leur sein de 24 groupes de travail avec comme résultat concret à ce jour la publication de 13 rapports et de 28 communiqués. Ce bilan devrait satisfaire notre Président Honoraire qui, souvenez-vous, dans son dernier discours nous enjoignait de produire encore et toujours. Qu'il soit donc rassuré. Son message a été entendu.

Parallèlement, la Plateforme de communication rapide animée par Didier Houssin a poursuivi son rôle de lanceur d'alertes, répondant en temps réel aux interrogations sociétales et problèmes sanitaires du moment, et ils furent

nombreux cette année : viol, transidentité, fin de vie, addictions, crack... pour n'en citer que quelques-uns. Sur ces points, la réactivité de notre Académie a été, je pense, exemplaire.

Enfin, parmi les initiatives les plus remarquables de notre Compagnie, je souhaite mentionner le colloque sur la Refondation de la Recherche et de l'Innovation dans nos CHU dont on peut espérer qu'il ait trouvé quelque écho auprès de nos décideurs politiques.

Je rappellerai encore la manifestation en mars dernier de l'Académie des jeunes, à coup sûr l'une des plus stimulantes pour les gérontes que nous sommes, et qui n'a pas laissé de nous impressionner par la maturité avec laquelle plus de cent lycéens et lycéennes sont venus ici même exposer leurs analyses et recommandations face aux tristes fléaux dont est victime aujourd'hui notre jeunesse.

Au plan international, notre Académie s'est montrée particulièrement active :

Avec l'organisation par chacune de nos 4 divisions de séances dédiées à nos associés et correspondants étrangers, de séances communes avec les Académies du Mexique, du Brésil et balkanique ainsi que de 18 Webinaires menés sous la houlette de Patrice Debré et du CRI rassemblant près de 1850 correspondants étrangers trouvant dans ces échanges une réponse à leur besoin de francophonie. Ce besoin, il nous faut le satisfaire d'autant que sur le marché de la coopération médicale, la médecine française est menacée par la très vive concurrence de pays n'ayant pas en la matière notre glorieux passé.

Au plan européen, je mentionnerai la tenue pour la première fois en ces lieux d'une rencontre avec la Leopoldina allemande et l'Académie Suisse ainsi qu'avec la FEAM.

Ceci me conduit d'ailleurs à suggérer à mon successeur l'organisation de 1 ou 2 Mardis Européens annuels nous permettant d'approfondir nos liens avec les Académies membres de cette fédération.

Dernier point et non des moindres, dans quelques jours, il faudra nous soumettre au regard de trois experts internationaux qui viendront tels des limiers de la PJ évaluer durant 3 jours la mise en œuvre des décisions prises l'an passé dans le cadre de l'évaluation SWOTA décidée l'an passé par

notre cher Président Charpentier. Je ne doute pas que leurs conclusions seront positives.

Un mot également sur la difficile décision de supprimer le lien permettant le suivi de nos séances plénières en distanciel. Sans sous-estimer la facilité que certains pouvaient y trouver, il reste qu'en dématérialisant les relations humaines, la visioconférence qui constitue sans doute le legs le plus durable de la Covid porte en germe la désintégration d'institutions comme la nôtre. Et je ne suis pas sûr que notre Compagnie survivrait à son introduction dans le monde du metavers et encore moins à un absentéisme nous ayant empêché parfois d'atteindre le quorum.

Oserai-je ici rappeler aux nouveaux titulaires et correspondants l'engagement souscrit lors de leur acte de candidature de manifester par leur présence leur réelle volonté de contribuer activement aux travaux de notre compagnie.

Et j'adhère à l'idée d'une période probatoire, toute nomination n'étant confirmée qu'au vu d'une assistance à au moins 10 séances plénières par an.

Naturellement toutes ces actions n'auraient pu aboutir sans le concours des membres du CA que je remercie pour leur soutien constant et bien sûr de ceux du bureau :

Jean-François Allilaire, notre Perpétuel, qui aura été le gardien vigilant et sourcilieux de l'esprit et de la vocation de notre Institution et qu'en votre nom à tous je tiens à saluer pour ces quatre années d'abnégation et de dévouement quotidiens ; Pierre-François Plouin dont je ne puis qu'admirer l'impressionnant esprit de synthèse ; enfin Jacques Rouëssé, gardien du Trésor et qui pourra bientôt se détendre et plus encore détendre les cordons de la bourse qu'il tenait très serrés...

Ce triumvirat va comme moi quitter l'Olympe pour être remplacé par une nouvelle équipe que Christian Boitard va perpétuellement chaperonnée. Connaissant son immense expérience à l'Inserm et son attachement à l'indépendance et au rayonnement de notre Compagnie, je sais que nous pouvons être rassurés quant à son avenir.

Mais au-delà de ce bilan, c'est le privilège du Président, fût-il sortant, que de pouvoir agrémenter les linéaments de son discours de quelques ultimes réflexions nées de son passage aux affaires... et je souhaiterais évoquer brièvement un thème particulièrement préoccupant sur lequel notre Académie a proposé des recommandations mais doit poursuivre ses réflexions.

Ce thème c'est celui des dérives.

D'abord celle de *notre système de santé* qui n'est en réalité que le reflet de notre société.

Ainsi en est-il de *la pénurie de soignants*, laquelle peut sembler paradoxale si l'on considère qu'il y a 4 fois plus de médecins aujourd'hui qu'en 1970. Parmi les multiples causes de ce désastre, celle liée aux séquelles de la pandémie virale du temps libre me semble la plus désolante. Ce virus affecte – j'allais dire infecte – les jeunes générations médicales veillant frileusement au respect de leur vie privée et de leurs horaires syndicaux. Et je ne cesse aujourd'hui encore de fulminer contre la limitation à 48 heures de la durée de travail hebdomadaire de nos internes ainsi que contre l'indécrottable repos compensateur signifiant que nous autres seniors cacochymes étions des individus dangereux et irresponsables dès le mercredi soir ou au lendemain de

nos gardes. Je pense ici au témoignage de cette interne se plaignant de manquer de temps pour cultiver son potager et de ne pouvoir retrouver le goût des aliments faits maison (sic).

Sur les déserts médicaux qui résultent en partie de ce regrettable acquis social, notre Compagnie vient de proposer une série de recommandations dont je suis heureux de porter à votre connaissance qu'elles font actuellement l'objet d'un projet de loi soumis par la députée de Mayenne.

Dérive administrative encore, cet avatar bien français de la loi HPST, et qu'illustre ce panneau fièrement exhibé à l'entrée d'un hôpital parisien tout comme, sur un plan plus anecdotique mais significatif – le diable se cachant dans les détails – l'attribution des places de parking au sein des hôpitaux de préférence au personnel administratif...

Nul doute que des économies substantielles pourraient être faites dans la masse salariale de nos hôpitaux ! Et qu'il est temps de rendre le pouvoir aux médecins !

Faute de quoi va s'aggraver *la dérive des vocations hospitalo-universitaires* notamment celles de nos collègues chirurgiens contraints à l'inactivité par pénurie de matériels, fermeture des blocs, manque de personnel infirmier, conséquence – le dira-t-on assez – de la RTT, et quand ces collègues parlent de leurs conditions de travail, il ne faut pas entendre pénibilité mais désœuvrement.

Autre dérive que je souhaite souligner, *la détérioration significative de la relation médecin-malade* particulièrement prégnante en médecine libérale. Nombre de patients, surtout lorsqu'ils ne sont pas malades, consomment les avis médicaux à la façon de produits manufacturés. Cette dérive est largement amplifiée par l'utilisation débridée des plateformes de rendez-vous et dopée par la quasi-gratuité des actes médicaux. La déconsidération d'une partie de la population française pour le corps médical se traduit par le nombre considérable de RV non honorés voire par les actes de violence dont il fait l'objet.

Sur ce point, j'ai pris l'initiative l'été dernier d'alerter le CNOM avec lequel nous allons publier dans les jours qui viennent un communiqué pour dénoncer et tenter de résoudre ces marques d'incivilité.

À cette dérive sociétale, s'ajoute *celle d'un nouveau modèle économique* que notre Académie a clairement identifié et courageusement dénoncé.

Il s'agit de la financiarisation de pans entiers de la médecine. Après les EHPAD, les cliniques privées, les centres dentaires ou d'ophtalmologie, ce sont en effet les plateformes de biologie et d'imagerie médicale qui sont progressivement acquises par des groupes financiers et autres fonds de pensions lesquels contrôlent désormais l'activité de confrères, prisonniers des contrats léonins qu'ils se sont vus obligés de souscrire et soumis à une obligation de rentabilité... d'où une débauche d'extractions dentaires sur bouche saine, d'exams biologiques délivrés ex abrupto sans explications, de clichés inutiles avec pour discret effet collatéral un surplus d'irradiation potentiellement iatrogène pour les patients.

Mais il est une autre dérive qui menace les efforts que notre Compagnie déploie pour éclairer nos concitoyens sur les enjeux de leur santé : celle de la raison dont témoigne le courrier aussi abondant que surréaliste reçu durant ma présidence.

On sait le domaine de la santé particulièrement perméable aux discours marginaux et à l'influence délétère des canaux numériques permettant la diffusion virale d'informations farfelues auprès d'un public dont la dérive sectaire ne laisse pas d'inquiéter...notamment lorsqu'une enquête sociologique récente nous apprend que notre « Archipel français » connaît un essor sans précédent de la religion chamanique, que plus d'un quart de nos compatriotes s'adonnent à la sorcellerie, aux envoûtements ou à l'occultisme, et que 40 % d'entre eux font confiance aux médecines alternatives dont même Prévert aurait du mal à faire l'inventaire.

Je ne nie certes pas l'intérêt de danser tout nu au son des tambourins en pleine forêt ou de communier avec la nature en embrassant des troncs d'arbres. Je peux également comprendre que ces pratiques loufoques puissent chez certains constituer un ersatz à l'effondrement du religieux même si elles me semblent traduire davantage un vide conceptuel abyssal. Pour ces illuminés, nous savons avec Maeterlinck que la raison est plus noire que l'intelligence et que l'irrationnel est l'une des séductions de Satan.

En réalité, ces égarements de la raison renvoient au problème de la vérité ou plus précisément à celui de la post-vérité, entendue ici comme l'effacement des frontières entre le vrai et le faux. Or l'alignement des croyances populaires sur le savoir élitiste porte atteinte à la rationalité scientifique elle-même avec l'idée désormais répandue que le monde médical n'est pas – n'est plus – le détenteur de la vérité, ce que d'ailleurs nous concéderions volontiers si nos contestataires ne s'en arrogeaient le monopole.

Cette subversion de la chaîne du savoir signifie qu'une tradition hippocratique s'éteint aujourd'hui dans le clapotis des claviers électroniques.

Prenant acte de ce que la relation médecin-malade se veut désormais horizontale et égalitaire, il nous faut désormais discuter, justifier, argumenter avec nos malades ou avec les différents acteurs de la société civile qui, tous, ne sont qu'à un clic d'une réponse quasi instantanée à leurs interrogations les plus diverses.

Ce que consacre d'ailleurs le terme malheureux de patients-experts auquel notre académie préfère celui de patients-partenaires. Si de fait, certains patients deviennent bien experts de leur maladie, je ne suis pas sûr que souffrance soit connaissance et le praticien que je suis encore ne peut cacher son irritation, confronté qu'il est régulièrement à des patients d'autant plus mutiques qu'ils comparent en temps réel mes propos à ce qu'ils viennent juste d'apprendre sur les réseaux sociaux.

Face aux nuages qui s'accumulent, notre Compagnie se doit d'apporter sa pierre aux débats qui tentent d'imaginer les scénarii de sortie de crise et de dessiner les contours de la médecine de demain.

Certains faits semblent acquis :

D'abord le développement irréversible de la santé numérique et ce, quels que soient les problèmes médico-légaux soulevés par la distanciation et son inapplicabilité à certaines disciplines requérant par nature un contact physique.

Et lorsque diagnostic, traitement et prévention auront été assumés par l'IA, les systèmes experts et les nouvelles technologies, charge restera au médecin de pérenniser la part holistique propre à l'acte médical. En espérant que les

jeunes générations en ressentiront la nécessité, habituées qu'elles sont à dialoguer en priorité avec leur i-phone !

La mise en place d'équipes de soins territoriales multidisciplinaires dirigées non, je l'espère, par un administratif mais par un médecin animateur, coordonnateur et « synthétiseur » au sein de maisons ou mieux de cités de santé.

Le corollaire en sera toutefois un salariat généralisé, lequel semble d'ailleurs répondre au souhait d'une grande partie des jeunes générations. Mais quoiqu'on en dise, ce salariat entraînera une érosion – à vrai dire déjà significative – du statut socio-économique du médecin. Or à titre personnel, je suis enclin à penser que la non-valorisation financière de ceux qui sacrifient 10 ans de leur vie voire plus à des études supérieures ne peut que détériorer la qualité de la prestation médicale... et qu'il ne faut pas chercher ailleurs la cause de la désaffection de nombre de jeunes pour la carrière médicale.

Une autre incidence en sera la disparition d'une partie de la médecine générale libérale – ou prétendument telle – avec parallèlement le développement d'un secteur libre dont on peut craindre qu'il ne se déconventionne un jour... avec dans les faits, l'installation inéluctable d'une médecine à deux vitesses.

Quant au transfert de tâches ou à la délégation de compétences qui représente le point commun de tous les scénarii imaginés, il faut espérer qu'il soit décidé sur des bases scientifiques et médicales et non catégorielles et syndicales.

Dans tous les cas, soyons conscients que cette redistribution des cartes signera la fin de la toute-puissance médicale.

Mais quel que soit le scénario mis en place, il est de notre devoir à nous Académiciens de responsabiliser la population au bon usage de la médecine, au respect du corps médical et de faire comprendre que la médecine a un coût et qu'à défaut de réformes majeures notre système de santé est condamné en l'état.

Puis-je rappeler ici que les ordonnances de 1945 fixaient à notre protection sociale trois objectifs : la gratuité des prestations « quoi qu'il en coûte », l'universalité de la couverture incluant « ceux qui n'ont ni la chance ni la possibilité de souscrire » et l'excellence des soins.

Si cette dernière est d'ores et déjà mise à mal par les contraintes budgétaires de tous ordres, il n'est pas certain qu'Universalité et Gratuité puissent résister longtemps aux lois d'airain de l'économie si l'on veut bien prendre en compte les 19 milliards d'euros de déficit de notre SS pour l'année 2022.

Ayons le courage de dire que ce tryptique fondateur devra être tôt ou tard remis en question... Ce qui ne peut l'être par les médecins obligés par le serment d'Hippocrate, ni, je le crains, par le pouvoir politique confronté aux démagogues de tout poil.

C'est donc à l'ensemble du corps sociétal, c'est-à-dire à nous tous, de renoncer à certains acquis trop dispendieux... de consentir aux sacrifices nécessaires pour sauvegarder notre protection sociale, et de nous remémorer certains termes d'un contrat social mettant l'intérêt général au-dessus des intérêts de chacun, termes rêvés il y a quelques siècles par Rousseau... Jean-Jacques.

Alors pour paraphraser quelqu'un, je dirais que notre Médecine brûle et que nous ne devons pas regarder ailleurs. Et chaque foyer d'incendie doit être pour nous un motif de

réflexions et de propositions pour une nouvelle médecine dont la modernité ne saurait exclure une certaine nostalgie envers un monde qui n'est plus...

Et j'aimerais sur ce point – rompant quelques instants avec un œcuménisme de rigueur – m'adresser à mes collègues de la 2^e division chirurgicale dont je suis issu.

Au-delà des quelques prouesses ou succès que nous aurons éventuellement connus dans notre carrière, je sais que chacun d'entre nous porte en lui les cicatrices commises sur le corps de ses patients comme autant d'empreintes indélébiles de ce qui fut notre quotidien et des drames qui l'ont émaillé. Lequel parmi nous n'a pas connu une fois l'appel en pleine nuit de l'infirmière de garde nous signalant un problème avec notre opéré du matin, l'arrivée en catastrophe au lit de ce dernier, la reprise chirurgicale d'urgence, l'issue dernière, l'appel à la famille et puis ces jours et ces nuits à ressasser minute après minute le déroulé de l'intervention et un sentiment irrépressible de culpabilité.

En ce qui me concerne, elle s'appelait Francine. Elle avait 21 ans.

Cette vie chirurgicale qui fut la nôtre, bientôt augmentée par le métavers et ses jumeaux numériques, mais édulcorée par la délégation des tâches, voire dévaluée par les médiocres acquis sociétaux des nouvelles générations, cette vie de chirurgien, cette vie pour la vie, avec ses lumières et ses trous noirs restera notre honneur en même temps qu'elle incarnera, j'en suis convaincu, l'âge d'or de la chirurgie sinon du chirurgien.

Voilà... Un an c'est peu, un an c'est tout.

En revenant m'asseoir de nouveau parmi vous, je n'ai nullement l'impression de partir en retraite, un mot qui, rue Bonaparte, serait synonyme de défaite.

Sachant l'éphémère des choses, je me suis gardé de tout excès de contentement dans les honneurs. Je me garderai de tout amertume dans le départ.

Bien au contraire, sans rien oublier des moments passionnants vécus à cette tribune, et sachant qu'il convient de se méfier de soi-même lorsque l'on a davantage de souvenirs que de projets, je sais que m'attend une vie nouvelle, cette vie nouvelle que René Char qualifiait de crépuscule admirable.

Il me reste à transmettre au nouveau Président la charge de représenter notre Compagnie. À coup sûr, mon cher Jean-Pierre, aucun d'entre nous ne te refusera sa sympathie et son soutien, ne pouvant résister à la pondération et à la sagesse qui émanent de toi.

Président de l'Académie nationale de médecine en 2022

P. Tran Ba Huy

*Académie nationale de médecine, 16, rue Bonaparte,
75006 Paris, France*

Adresse e-mail : Patricetranbahuy380@gmail.com

Reçu le 11 janvier 2023

Accepté le 11 janvier 2023

Disponible sur Internet le 18 janvier 2023